



KPMG SA
51 rue de Saint Cyr
69009 Lyon

Association Groupe Isara-Isema

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2023

Association Groupe Isara-Isema (anciennement association ISARA)

23 Rue Jean Baldassini - 69364 Lyon Cedex 07

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
51 rue de Saint Cyr
69009 Lyon

Association Groupe Isara-Isema (anciennement association ISARA)

23 Rue Jean Baldassini - 69364 Lyon Cedex 07

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2023

À l'Assemblée Générale de l'Association Groupe Isara-Isema,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Groupe Isara-Isema relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Subvention de fonctionnement » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives au traitement comptable des subventions.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 15 février 2024

KPMG SA

Philippe Gatta

Associé

Association Groupe Isara-Isema (anciennement association ISARA)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2023

Bilan Actif

		Du 01/09/2022 au 31/08/2023		Au 31/08/2022	
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets et droits similaires		172 415	172 415		
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillages industriels		2 138 297	1 867 373	270 924	233 442
Autres immobilisations corporelles		4 817 910	2 989 311	1 828 599	1 386 938
Immobilisations corporelles en cours					
					36 631
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		39 219		39 219	175 405
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées		66 500		66 500	66 500
Autres titres immobilisés		5 637		5 637	5 517
Prêts					
Autres immobilisations financières		191 211		191 211	188 211
TOTAL I		7 431 189	5 029 099	2 402 090	2 092 644
Comptes de liaison	II				
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et encours					
Créances					
Créances clients, usagers et comptes rattachés		1 159 995	61 603	1 098 393	1 171 550
Créances reçues par legs ou donations					
Autres		3 144 155	1 440	3 142 715	2 432 407
Valeurs mobilières de placement		1 001 957		1 001 957	1 001 957
Instruments de trésorerie					
Disponibilités		7 861 782		7 861 782	7 488 270
Charges constatées d'avance		300 121		300 121	213 252
TOTAL III		13 468 011	63 043	13 404 968	12 307 437
Frais d'émission des emprunts	IV				
Primes de remboursement des obligations	V				
Ecarts de conversion actif	VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)		20 899 199	5 092 142	15 807 057	14 400 081

Bilan Passif

	31/08/2023	31/08/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	756 115	756 115
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	483 290	320 000
Autres réserves		
Report à nouveau	5 239 356	4 682 448
Excédent ou déficit de l'exercice	1 124 269	720 198
Situation nette	7 603 030	6 478 761
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	17 984	20 984
Provisions règlementées		
TOTAL I	7 621 014	6 499 745
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES	II	
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	6 289	
TOTAL III	6 289	
PROVISIONS		
Provisions pour risques	20 000	61 400
Provisions pour charges	536 708	559 089
TOTAL IV	556 708	620 489
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 197 978	734 096
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	824 684	955 230
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 626 247	1 402 758
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	843 446	1 321 748
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	3 130 693	2 866 015
TOTAL V	7 623 047	7 279 847
Ecarts de conversion passif		
VI		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	15 807 057	14 400 081

Compte de résultat

	31/08/2023	31/08/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	146	189
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	11 397 868	9 897 031
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	5 311 615	5 057 669
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	123 683	225 556
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	570 523	424 096
TOTAL I	17 403 835	15 604 541
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	6 265 174	5 488 643
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	154 081	203 824
Salaires et traitements	6 657 234	6 147 587
Charges sociales	2 688 406	2 504 790
Dotations aux amortissements et dépréciations	485 485	392 227
Dotations aux provisions	43 827	251 534
Reports en fonds dédiés	6 289	
Autres charges	31 811	3 273
TOTAL II	16 332 306	14 991 876
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 071 529	612 665
Produits financiers		
Produits financiers de participations	610	571
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	13 189	9 459
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	13 799	10 030
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	36 251	40 038
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	36 251	40 038
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-22 452	-30 008
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	1 049 077	582 657

Compte de résultat (Suite)

	31/08/2023	31/08/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	5	344
Sur opérations en capital	3 000	17 610
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	3 005	17 954
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		8 422
Sur opérations en capital		11 776
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		20 198
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	3 005	-2 244
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
	-72 187	-139 785
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	17 420 639	15 632 525
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	16 296 370	14 912 328
EXCEDENT OU DEFICIT	1 124 269	720 198
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/08/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 15 807 057 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 1 124 269 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2022 au 31/08/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

L'association ISARA a fusionné avec ISAMA (site Avignon) en date du 1er septembre 2023.

Immobilisations incorporelles et corporelles

L'ISARA a appliqué à compter du 1er Septembre 2005 le nouveau traitement comptable sur les actifs définis par les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06.

Lorsque la valeur d'usage d'un actif incorporel ou corporel est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constituée de la différence. La valeur d'usage est appréciée d'après la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Aucune dépréciation d'actif n'a été constatée au 31 Août 2023.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à la valeur facturée par les entreprises en cas de don sous forme de taxe d'apprentissage. L'ISARA n'utilise pas des actifs devant faire l'objet de décomposition, les actifs immobilisés étant ventilés par élément ayant des durées d'utilité propres.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Logiciels : 1 à 5 ans,

Constructions : 5 à 15 ans,

Matériel de laboratoire : 3 à 5 ans,

Matériel école : 5 ans,

Matériel informatique : 1 à 5 ans,

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Les participations concernent la SCI IMMOBILIERE AGRAPOLE et ISARA EXPERT.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions concernant des biens non renouvelables par l'ISARA sont inscrites en compte 13 dès la notification de l'attribution de la subvention et sont reprises en résultat sur les exercices suivants au rythme de l'amortissement des biens qu'elles ont permis de financer.

Les subventions concernant des biens renouvelables par l'ISARA (essentiellement du matériel informatique) sont inscrites en fonds associatifs.

Subventions de fonctionnement

L'association comptabilise les subventions de fonctionnement dès la notification de la décision d'attribution. Une analyse est menée afin de déterminer :

- La part du financement attribuée à l'association ISARA à comptabiliser en subventions de fonctionnement ;
- La part qui sera reversée aux partenaires à comptabiliser au poste " autres comptes débiteurs" (dans la mesure où ISARA est coordinateur du projet, les flux liés aux autres partenaires ne transitent pas par le compte de résultat).

En fin d'exercice, une analyse est menée selon l'avancement des dossiers afin de déterminer la part de financement attribuée à l'association ISARA et non utilisée à comptabiliser en produits constatés d'avance.

Fonds dédiés et reportés

L'association perçoit du fonds Terra Isara des financements d'opération de recherche dans le cadre de mécénat. Les sommes perçues sont comptabilisées en produits au cours de l'exercice. Les engagements restant à réaliser à la clôture de l'exercice sur ces actions sont comptabilisés en fonds dédiés

Engagements de départ à la retraite

Il correspond aux indemnités de départ à la retraite dues au personnel permanent de l'Association ISARA. Il a été calculé sur les bases de l'accord de l'ISARA et selon les normes d'évaluation de la profession comptable

Cet engagement a été valorisé au 31.08.2023 à 536 707 €.

Le calcul est fait selon les hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation = 4%
- Tous les salariés sont pris en compte
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Hausse des salaires : 4.4%

Cet engagement a été évalué par rapport à l'effectif présent au 31 août 2023.

Le montant repris sur l'exercice s'élève à 22 381 Euros.

Dettes - Fonds de solidarité étudiants

L'ISARA s'est engagé à verser des bourses à certains étudiants en difficulté tout au long de leur scolarité (3 à 5 ans).

Cet engagement est comptabilisé en "autres dettes".

Nantissement des parts de SCI IMMOBILIERE AGRAPOLE

L'ISARA a affecté en nantissement à la CRCAMC (Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Est) les 11 500 parts sociales qu'elle détient dans la SCI IMMOBILIERE AGROPOLE en garantie de remboursement de prêt consenti à cette SCI par la CRCAMC.

Nantissement du Dépôt à terme souscrit au Crédit Agricole

Le Dépôt à terme de 1 000 000 € souscrit au Crédit Agricole correspondant à la garantie de l'emprunt effectué en 2019. Le dépôt à terme sur lequel cette somme était placée étant arrivé à échéance le 24 juin 2022, le montant a été transféré sur compte spécial de nantissement (DAV).

Information relative à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2022/2023.

Les effectifs

L'ISARA compte au 31 août 2023, 140 salariés (140 en 2021/2022) permanents répartis de la manière suivante :

- cadres permanents 99
- employés 1
- techniciens 39
- apprenti 1

Régime fiscal

L'association n'est pas assujettie aux impôts commerciaux à l'exception essentiellement de l'activité Etude Conseil. Sur cet exercice, les activités recherche (hors activités recherche financées par des fonds de dotations ou fondations) ont été intégrées au secteur fiscalisés).

Cette activité non prépondérante fait l'objet d'une sectorisation fiscale.

Sur cet exercice, ISARA a calculé un Crédit d'Impôt Recherche pour l'année civile 2022. Ce CIR s'élève à 72 187 €.

Aides publiques reçues

Nature du concours ou de la subvention	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publiques					
Subventions publiques	161 556	4 374 432	285 631		82 737
Subventions d'investissement					

